

nada la suprématie sur les marchés industriels du monde, et ils se proposent d'entretenir des négociations pour conclure un traité de réciprocité avec le Dominion du Canada afin qu'ils puissent se procurer la matière première et que nous puissions mettre la dernière main à leurs articles fabriqués. Je demande aux honorables sénateurs si nous devons nous croiser les bras et permettre que leur manufacturiers expédient leurs articles au Canada, pour que nos routes commerciales de l'est à l'ouest deviennent des routes commerciales du nord au sud, pour que les Etats-Unis fassent du Canada un marché d'esclaves, des Canadiens des scieurs de bois et des porteurs d'eau.

Allons-nous nous soumettre à cela? Oui, c'est l'objet que le peuple des Etats-Unis a en vue. Je dis que c'est agir contrairement aux intérêts les plus chers de notre pays, je dis qu'il est de notre devoir de repousser les négociations que l'on nous propose de faire avec nos voisins du sud. Le Canada a pour devoir de développer ses ressources. Nous invitons les psuples des quatre continents à aborder à nos rivages et à nous aider à exploiter nos grandes ressources naturelles, et à former sur la partie nord du continent américain, au point de vue industriel, une nation aussi grande que les Etats-Unis. Il nous faut travailler, comme l'a fait il y a un siècle, le peuple des Etats-Unis et créer sur ce côté-ci de la frontière une nation aussi grande et aussi forte. J'ai été très heureux de remarquer, il y a quelques jours, dans la presse, que plusieurs des amis du Gouvernement, plusieurs chefs du parti libéral n'ont pas tardé à exprimer, dans un langage mordant, le mécontentement qu'ils éprouvaient de voir le Gouvernement prêt à faire un tel traité avec le peuple des Etats-Unis, et j'ai été particulièrement heureux d'entendre mon honorable ami de Middlesex (sir G. Ross) faire à la Chambre de commerce de Toronto une conférence sur le sujet. Si je n'avais pas son nom et sa rhopotgraphie insérés dans le compte rendu, j'aurais assurément cru que je lisais la conférence des champions de la politique nationale qui prospérait au temps de sir John Macdonald. Et puis j'ai lu une interview de l'honorable sénateur de Toronto qui représentait cette grande institution dont

Hon. M. LOUGHEED.

le pays s'énergeillit, la compagnie Massey-Harris, interview au cours duquel il a prédit que si de pareilles relations étaient établies entre les Etats-Unis et le Canada, nos manufacturiers traverseraient notre frontière et y établiraient des succursales. J'ignore si je fais bien, au point de vue politique, de parler aussi fortement contre le traité. Peut-être devrais-je en attendre le résultat, parce que je suppose que plus tard les honorables sénateurs de la droite, qui s'opposent à la conclusion de ce traité avec les Etats-Unis, jugeront à propos de sacrifier leur fidélité à leur parti et de se tourner sur ce côté-ci de la Chambre. Il me semble qu'avant d'entamer des négociations avec les Etats-Unis, pour conclure un traité de ce genre, le Gouvernement aurait dû consulter le peuple canadien. L'administration conservatrice a jugé, il y a quelques années, qu'il était nécessaire de consulter le peuple avant de discuter la question de la réciprocité avec les Etats-Unis. Je n'ai jamais entendu le public demander la conclusion d'un tel traité. Je me suis toujours demandé et personne ne m'a expliqué d'une manière satisfaisante pourquoi on a demandé aux Etats-Unis de faire ce traité. La seule manière d'expliquer la chose c'est que l'on a dit au premier ministre, lors de sa récente visite dans le Nord-Ouest, qu'il était nécessaire d'abaisser notre tarif pour atteindre le but qu'il a en vue en faisant un traité de réciprocité. Nous sommes entre les mains du Gouvernement. Ce sont eux qui ont assumé toute la responsabilité, et je suis d'avis que les intérêts du Canada ne seront pas mieux protégés par la conclusion d'un tel traité.

Dans l'adresse, il a été fait allusion au règlement de la question des pêcheries de Terre-Neuve. Je ne désire pas m'étendre longuement sur le sujet. Je me bornerai à dire qu'on a appris avec plaisir que cette question controversée, qui a agité les deux pays durant plusieurs années, a été enfin réglée par le tribunal de La Haye. Il est digne de remarque que les intéressés ont été tout à fait satisfaits de la décision. Au fait, le Canada approuvait les Etats-Unis et ceux-ci approuvaient le Canada. Il est aussi à remarquer que les gens de Gloucester qui sont peut-être plus intéressés que les gens de tous les autres points des Etats-Unis, ont envoyé un câblogramme au repré-